

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

L'Etat va-t-il signer l'arrêt de mort de Fibre Excellence ?

Les délais de dépôt des offres de reprise de l'usine Fibre Excellence de St-Gaudens arrivent à échéance. Malgré l'absence de réponse de l'Etat sur le projet Combat, la détermination des salarié-es, des élu-es territoriaux et de la CGT a permis la construction d'un nouveau dossier. Celui-ci, porté par la Région Occitanie avec le soutien des salarié-es en lutte et de la CGT, est justement en cours de finalisation. Mais du temps est encore nécessaire pour achever ce travail et réunir toutes les conditions pour mener à bien le processus de reprise.

Vu les délais contraints fixés par le Tribunal de commerce de Toulouse, seul l'Etat est en situation aujourd'hui d'empêcher la liquidation. Cela passe par une nationalisation temporaire concrétisée par une entrée au capital et un apport de trésorerie via un prêt. L'Etat dispose pour cela des instruments financiers nécessaires au premier rang desquels la BPI et la CDC. Le coût d'une liquidation pour les finances publiques serait bien supérieur à celui d'un soutien transitoire pour dégager une solution industrielle !

Avec les autres acteurs engagés sur ce dossier, la CGT exige la tenue en urgence avec le gouvernement d'une table ronde consacrée à la situation de Fibre Excellence.

Cette réunion doit permettre aussi de traiter les graves carences en matière de sécurité constatées sur le site de Tarascon en dépit des alertes faites auprès de la Préfecture et des solutions proposées par les salarié-es avec leur syndicat CGT. Il s'agit aussi de donner des perspectives de revitalisation industrielle au site de Tarascon, comme au projet Chapelle-Darblay.

Les restructurations et liquidations qui se multiplient dans l'industrie témoignent d'un abandon inacceptable de capacités productives essentielles à notre souveraineté économique. La France ne peut pas continuer à regarder ses usines disparaître les unes après les autres, et sa dépendance aux importations s'accroître.

La disparition de Fibre Excellence aurait des conséquences dramatiques pour les salarié-es, leurs familles, les sous-traitants et l'ensemble des territoires concernés. Ce sont des milliers d'emplois directs et indirects qui sont menacés.

La CGT rappelle que la filière bois-papier-carton représente un enjeu stratégique pour notre pays, tant du point de vue industriel qu'environnemental. Les incendies d'ampleur inédite que nous avons connu cet été devraient inciter à tout faire pour préserver une filière essentielle pour l'entretien de notre patrimoine forestier. Plusieurs millions de tonnes de bois brûlé doivent aujourd'hui trouver des débouchés. Les papeteries constituent précisément l'un des outils permettant de valoriser une partie de ce bois et d'éviter une déstabilisation supplémentaire de la filière forêt-bois.

La CGT appelle l'Etat à agir immédiatement pour garantir la sécurité des sites, préserver les installations et les compétences, et mobiliser les moyens nécessaires à l'émergence de solutions industrielles pérennes.

Avec les salarié-es en lutte, la CGT continuera d'agir avec détermination.

Montreuil, le 3 septembre 2026